

AÏN DEFLA

De l'eau brute des barrages à l'eau potable du robinet : tout un parcours

Pour l'heure, ce sont 13 communes qui sont alimentées en eau potable à partir des barrages Sidi-Ahmed-Bentaiba de Arib et celui de Ouled Mellouk de Rouina. Chacun de ces barrages alimente 6 communes, situées dans l'ouest et le centre de la wilaya. Les communes de Boumedfaâ, Hammam Righa et bientôt la commune de Aïn Beniane reçoivent de l'eau à partir du barrage El Moustakbal qui dessert aussi la partie est de la wilaya limitrophe de Blida.

C'est l'option qui a été décidée depuis 2010 de recourir aux eaux de surface parce qu'il s'est avéré que les nappes aquifères, en de nombreux endroits, ont été polluées par l'usage inconsidéré de nitrates et de pesticides.

Selon le directeur de l'Algérienne des eaux (l'ADE), M. Tlemçani Abderrahim, grâce à la réalisation et à la mise en service de 2 grands réseaux, actuellement 94% des habitants des 12 communes ont de l'eau potable au quotidien, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années, certaines même disposent de l'eau 24h/24 comme M'khatria et El Amra entre autres.

Il faut dire que l'eau provenant du barrage de Sidi-Ahmed-Bentaiba a

été boudée par les consommateurs à cause des odeurs pestilentielles qu'elle dégageait, surtout en été, parce que le produit indispensable pour éliminer ces odeurs, à savoir le charbon actif, n'avait pas été utilisé.

Le directeur de l'unité de l'ADE de Aïn Defla a fait savoir que l'appareil de filtrage de l'eau au charbon actif est mis en place et qu'il sera mis en service dans les prochains jours.

Récemment, tous les correspondants de la presse nationale ont été conviés à une visite des stations de traitement des eaux brutes installées au niveau des barrages de Ouled Mellouk et de Sidi-Ahmed-Bentaiba.

Ces 2 stations identiques, que gère l'ADE, très modernes, sont dotées d'équipements technologiques très sophistiqués.

Selon les explications qui ont été fournies par M^{me} Chachou Fadhéla, l'ingénieur chimiste, depuis son arrivée au niveau de la «cascade», aspirée à partir du barrage, l'eau brute est soumise à 6 opérations de traitements, physiques, élimination des matières en suspension, chi-

miques, et bactériologiques avant d'être injectée dans les différents couloirs de distribution en direction des communes desservies.

Selon notre interlocutrice, au départ, la station d'eau répondait totalement à tous les paramètres qui font d'elle une eau potable. Elle indique aussi que des tests de vérification des paramètres de potabilité sont effectués sur tous les réseaux et même au niveau des robinets du consommateur, et ce, au quotidien, sans relâche, par tous les temps et à longueur d'année.

Lors du point de presse tenu au niveau de la station du barrage Sidi-Ahmed-Bentaiba, le premier responsable de l'ADE a indiqué que l'organisme produit, journalièrement, 43 200 m³ d'eau potable dans chacune des 2 stations, il gère la distribution de l'eau potable de 12 communes sur les 36 que compte la wilaya et alimente les réservoirs de 3 autres communes, la distribution étant assurée pour ces dernières par le service des eaux communal.

Sur le plan de la ressource, l'ADE achète l'eau auprès de l'ANBT (l'Agence nationale de barrages et des transferts), et dispose de 62 forages inscrits à son patrimoine, 108 réservoirs d'une capacité globale de 61 000 m³.

Sur le plan économique, il nous dira : «L'eau qui nous revient en TTC à 98 DA le m³, nous la facturons au consommateur à 6 DA le m³, 3 fois

moins cher que le prix d'une bouteille de 25 cl d'eau minérale, mais la différence est comblée par le soutien de l'Etat. Le directeur reconnaît par ailleurs que le montant des créances a atteint les 74 milliards de centimes mais que ce montant a amorcé une décroissance pour atteindre les 72 milliards, avec une précision, cependant, que les mauvais payeurs sont les collectivités locales certes, mais elles restent quand même une clientèle solvable.

Le responsable reconnaît aussi que le taux de pertes de la ressource est trop élevé puisqu'il atteint les 42%, des pertes dues à la vétusté des réseaux peu ou pas entretenus par les communes, les branchements illicites, le gaspillage des consommateurs.

Toujours est-il que si 94% des habitants du tiers des communes 21/36, de la wilaya dispose de l'eau potable quotidiennement, d'autres zones demeurent confrontées au manque telle que la commune de Tiberkanine, dans la daïra d'El Attaf (hors ADE) qui ne reçoit de l'eau qu'une fois tous les 4 ou 5 jours.

Pour lutter contre les avaries techniques des réseaux de distribution, pour être informée et pouvoir intervenir rapidement, l'ADE a mis en place un Cato (Centre d'appel téléphonique opérationnel) avec un N° Vert gratuit, le 1 593, qui fonctionne en permanence.

Karim O.

KHENCHELA

Les professeurs, les étudiants et les travailleurs de l'université voient rouge

Rien ne va plus à l'université de Khenchela depuis des mois, puisque le climat de travail se détériore et le dialogue entre les différents partenaires s'est arrêté et les choses commencent à dévier du chemin ordinaire, selon les professeurs du Cnes, les étudiants et les fonctionnaires de l'université Abbès-Laghrour, et ce, dans leurs communiqués dont nous détenons des copies.

Les protestataires et sans consultation des partenaires, sans oublier la mauvaise gestion des différents dossiers et l'implication des personnes étrangères à l'université. Pour les différents bureaux

des étudiants, on parle de l'illégalité des commissions de discipline et les sanctions enregistrées contre les étudiants grévistes malgré la légalité des revendications et le mouvement de grève, en plus l'absence du dialogue et la bureaucratie qui ont pris de l'ampleur et ont tué tout acte d'innovation et d'initiative, accusant le recteur et le directeur du personnel d'être derrière la non-tenue des différents concours et

à la non-concrétisation des P-V d'arrangement et de travail signés depuis des mois.

Devant ce fait accompli, les protestataires lancent un appel au ministre, M. Hadjar, et au wali de Khenchela afin de mettre fin à cette mascarade et de dépêcher une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités, pour le bien du savoir et des étudiants.

Benzaïm A.

ORAN

Inauguration du nouveau jardin citoyen d'El Menzah

Depuis quelques jours, Oran s'est dotée d'un autre espace vert public offrant au fêtard durant ce mois de Ramadhan un lieu de divertissement, de détente et de loisirs pour les tout-petits.

Il s'agit d'un jardin aménagé, longeant la frange maritime, à El Menzeh (ex-Canastel), une extension du jardin méditerranéen inauguré l'année dernière. S'étalant sur une superficie de 10 hectares, ce jardin, constitué d'une dizaine de lots aménagés d'es-

paces verts, des aires de jeux équipées et des parkings, a nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 19 milliards de centimes. Ainsi, les Oranais pourront s'offrir chaque soir un bon bol d'air dans un lieu qui devra, néanmoins, être préservé et

conservé afin que l'on en bénéficie aussi longtemps que possible. Car le rapport entre l'humain et la nature a été compliqué. Mais il n'est pas trop tard pour avoir le bon geste si on veut profiter de lieux comme ce jardin.

En attendant un avis d'adjudication, le wali d'Oran a chargé l'Epic «Oran vert» de gérer provisoirement ce jardin.

A. B.

BRÈVES
DE TLEMCCEN

Les taxis se font rares

Ce n'est pas nouveau, durant tout le mois de Ramadhan, les taxis du centre-ville, se font rares, cette situation devient encore plus grave à partir de midi.

Beaucoup de citoyens hésitent à rentrer en ville pour ne pas rester bloqués, pendant des heures, ce qui explique en partie le peu de monde au marché couvert. Cependant, ce sont les habitants du faubourg Boudghène qui sont les plus touchés par cette crise de transport : il n'y a ni taxis, encore moins de bus desservant ce quartier populaire, peuplé de plus de 20 000 habitants.

Les rares taxis clandestins qui activent sur cette ligne sont pris d'assaut dès leur apparition au croisement du musée de Tlemcen. C'est une situation intenable pour les habitants des quartiers sud de la ville, tels que Sidi Chaker, Béni-Boublen, Boudghène et El Riadh.

Les citoyens de ces quartiers ne comptent pas en rester là, ils menacent de faire un grand sit-in et une grève de la faim devant la Direction des transports dès la fin du mois sacré.

A rappeler que cette direction est aux abonnés absents. Comment peut-on ignorer le problème du transport qui paralyse toute une population, et ce, depuis plus de deux ans.

M. Zenasni

Grève des vétérinaires

Ni viande, ni poulet sur les étals du marché couvert, ce qui fait dire à une ménagère «à quelque chose malheur est bon, qu'ils continuent à faire grève, nous n'allons pas mourir de faim et puis les gens vont apprendre à vivre avec le minimum et éviter des dépenses inutiles».

Si les grévistes ont voulu frapper un grand coup pendant le mois de Ramadhan, en privant le consommateur de viandes, on peut dire que c'est raté ! Toutefois, cette situation comporte un risque : l'abattage clandestin qui menace la santé.

Les services d'hygiène et de contrôle doivent être vigilants en ce moment. Pour l'instant, un petit cube de jumbo dans la marmite suffit pour un bon bol de h'riira.

M. Z.

SÛRETÉ

NATIONALE

Un plan spécial Ramadhan mis en place pour la capitale

Un plan sécuritaire spécial mois de Ramadhan a été mis en place par les services de Sûreté de wilaya d'Alger.

Ces dispositifs sécuritaires spéciaux consistent en le renforcement des effectifs des services de sécurité et leur déploiement selon les spécificités du mois de jeûne, précise la Sûreté de wilaya d'Alger dans un communiqué rendu public.

Visible à travers la présence permanente et continue des éléments de la police en tenue officielle et civile dans la capitale, ce plan sécuritaire touche en particulier les hauts lieux de commerce, les mosquées et les espaces de détente et loisirs.

Les différents corps de sécurité connaîtront, à cet effet, le renforcement de leurs troupes qui sont sur la brèche jour et nuit avec un durcissement des opérations de contrôle et le renforcement des brigades pédestres et mobiles. Il est également question d'assurer la fluidité de la circulation routière.

La Sûreté de wilaya d'Alger rappelle ainsi le Numéro Vert 1548 qui «reste au service des citoyens 24 heures sur 24 heures et ce, durant tous les jours de la semaine».

R. N.